



PRÉFET DE LA LOIRE

**ARRETE N° 19 / 2016/DDPP**  
**portant mise en demeure**

Le préfet de la Loire

**VU** le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L. 171-8 ;

**VU** le décret n°2012-602 du 30 avril 2012 relatif à la procédure de sortie du statut de déchet ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2001 modifié réglementant les activités exercées par la société SEVIA dans ses installations sises à SAINT-CHAMOND, rue Michel Rondet, Z.I. du Clos Marquet ;

**VU** le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 21 décembre 2015, établi à la suite d'une visite d'inspection courante du 17 décembre 2015, constatant que l'exploitant revend des huiles claires à des entreprises non classées comme installations de traitement de déchets ;

**CONSIDERANT** que l'exploitant n'a pas engagé une démarche de demande de sortie de statut déchets pour les huiles claires, lui permettant de les vendre comme produits, conformément aux dispositions du décret du 30 avril 2012 ;

**CONSIDERANT** que la gestion des huiles claires au sein de l'installation susvisée n'est pas satisfaisante ;

**CONSIDERANT** que certaines prescriptions applicables à l'installation susvisée ne sont pas respectées et qu'il y a donc lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation et de prendre les mesures nécessaires afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

**SUR PROPOSITION** de Monsieur le secrétaire général de la Préfecture de la Loire ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** : La société SEVIA, dont le siège social se situe à 78920 ECQUEVILLY, ZI du Petit Parc, rue des Fontenelles, est mise en demeure, pour l'installation qu'elle exploite sur la commune de SAINT-CHAMOND, rue Michel Rondet, Z.I. du Clos Marquet, de réaliser, sous trois mois, la démarche de demande de sortie de statut déchets pour les huiles claires, conformément aux dispositions de l'article D. 541-12-7 du code de l'environnement, qui précise :

« Le demandeur fournit à l'autorité compétente un dossier comprenant l'ensemble des informations permettant d'établir que le déchet, pour l'opération de valorisation envisagée, satisfait aux conditions définies à l'article L. 541-4-3. Il propose des critères permettant de vérifier le respect de ces conditions, le modèle et le contenu de l'attestation de conformité mentionnée à l'article D. 541-12-13 ainsi que le système de gestion de la qualité mentionné à l'article D. 541-12-14. »

L'exploitant tiendra l'inspection informée des démarches entreprises et de l'avancée du dossier tout au long de son instruction.

**ARTICLE 2 :** Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement susvisé.

**ARTICLE 3 :** En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le secrétaire général de la Préfecture de la Loire, Madame la directrice départementale de la protection des populations, Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées et Monsieur le maire de SAINT-CHAMOND sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le **5 JAN. 2016**

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Secrétaire Général

**Gérard LACROIX**

copie adressée à :

- Société SEVIA

ZI du Petit Parc

voie C

rue des Fontenelles

78920 ECQUEVILLY

- Société SEVIA-SRRHU

Rue Michel Rondet

ZI du Clos Marquet

42400 SAINT-CHAMOND

- Monsieur le maire de SAINT-CHAMOND

- DREAL Loire Inspection des installations classées

- Archives

- Chrono